LE JOURNAL DE L'UNION DES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

N°09 Février 2021

UJR

LE FIL ROUGE

LUTTONS!

prix libre

SOMMAIRE

>> Jeunesse et crise sanitaire : la précarité explose et la colère monte
>> Tract de l'UJR sur la situation des étudiants
>> Anti-Impérialisme : Troupes françaises, hors du Sahel !

NI CHAIR À CANON NI CHAIR À PATRON ! COMBATTONS LA PRÉCARITÉ ET LA GUERRE

Macron a déclaré qu'il était dur d'avoir 20 ans en 2020. Nous pouvons lui assurer que c'est bien le cas. C'était déjà dur avant, c'est devenu insupportable !

Selon l'observatoire des inégalités, la précarité des emplois (CDD, intérim, etc.) est passée de 17,3 % à 53,7 % entre 1982 et 2018 chez les 15-24 ans qui travaillent. Selon les mêmes sources, parmi les 5,3 millions de pauvres en France en 2018 (8,3 % de la population), plus de la moitié (52 %) étaient âgé moins de 30 ans.

La crise sanitaire a rendu la vie encore plus difficile pour l'ensemble des classes populaires et notamment pour les jeunes. Même les emplois précaires, qui aidaient beaucoup d'entre nous à survivre, sont difficiles à trouver aujourd'hui.

Dans l'Education, le gouvernement veut financer le télé-enseignement - ce qui représentera à long terme des économies, notamment sur le nombre de postes d'enseignants et d'enseignants chercheurs. Mais il ne donne aucun moyen pour équiper les salles de cours et les amphis et pour assurer un retour serein des lycéens et des étudiants sans mettre leur santé en danger. La situation est devenue insupportable, matériellement et moralement quand, à l'isolement, s'ajoutent les difficultés pour payer le logement, continuer les études, avoir de quoi manger jusqu'à la fin du mois sans avoir à recourir aux aides caritatives.

Quant aux jeunes qui ont un travail, c'est du toujours plus précaire et du toujours plus mal payé. L'alternative que nous propose le gouvernement, et dont il ne cesse de nous bourrer le crâne, c'est d'être les soldats des guerres impérialistes au Mali ou ailleurs. Selon le slogan de l'Armée de terre, c'est ainsi que nous pourrons « devenir-nous-mêmes ». Mais non, Monsieur Macron, ce n'est pas l'avenir que nous voulons !

Les jeunes s'engagent, oui, et de plus en plus, mais pas pour aller défendre les intérêts des Bouygues, Bolloré, Véolia et autres monopoles au détriment des populations.

Ils se sont engagés de plus en plus nombreux contre les mesures et les lois sécuritaires et liberticides qui s'accélèrent et qui touchent tous les secteurs (syndicats, universités, manifestations). Ils sont nombreux à dire non à la loi contre le « séparatisme » qui veut stigmatiser et semer la division entre ceux qui sont les plus touchés par la crise économique et sanitaire. Les étudiants crèvent de faim et de dépression mais l'urgence, pour Vidal, c'est de lutter contre l' « islamo-gauchisme » dans les universités !

Les mobilisations des étudiants, des enseignants, des soignants et des travailleurs se multiplient malgré le contexte sanitaire et sécuritaire anxiogène, parce que, de plus en plus, il n'y pas d'autre choix que la lutte collective. Et parce que de plus en plus de monde se rend compte que « faire tourner l'économie » passe bien loin avant les intérêts des travailleurs, des ouvriers, des jeunes, bien loin avant leurs conditions sanitaires. Les intérêts des monopoles pharmaceutiques passent avant les intérêts de la population et leur santé. Les intérêts des grands groupes passent bien avant les droits des salariés qui sont bafoués au prétexte de sauver des emplois, qui, finalement, ne le seront même pas tant le nombre des chômeurs augmente !

L'UJR était présente dans ces mobilisations avec ses mots d'ordres, son journal et ses pancartes. Nous continuerons à nous mobiliser pour dire non à ces politiques réactionnaires. Nous refusons que la jeunesse et les classes populaires paient la crise à la place de ceux qui l'ont provoquée.

Réouverture des universités avec les moyens nécessaires, hausse et élargissement des bourses, ouverture du RSA au moins de 25 ans, aides durables et à long terme pour les jeunes précaires... ! Nous refusons d'être de la chair à patron ou de la chair à canon. Nous avons un futur à construire loin de la logique de l'exploitation, de la précarité et des guerres, un sens critique à nourrir sans être traités d'irresponsables ou d'immatures. Combattons ensemble le système capitaliste impérialiste !

Jeunesse et crise sanitaire

LA PRÉCARITÉ EXPLOSE ET

La précarité des jeunes a explosé avec la crise sanitaire. Étudiants, jeunes diplômés et travailleurs sont confrontés à une grande pression psychologique, une surexploitation accrue et un taux de pauvreté très élevé. Parmi les plus touchés, les étudiants subissent une situation chaotique et incertaine, les jeunes diplômés se retrouvent sans revenus et sans perspectives, les jeunes travailleurs qui enchainent les contrat précaires sans fin
Nous avons rassemblé des témoignages d'étudiants et de jeunes travailleurs militants ou amis de l'UJR qui évoquent leur situation dans cette période difficile.

Axel, jeune diplômé, stagiaire non rémunéré

Je suis actuellement étudiant en Master 2 à l'Université Clermont Auvergne de Clermont-Ferrand. Dans le cadre de mes études, je suis dans l'obligation d'effectuer un stage pour pouvoir valider une unité d'enseignement (UE) de mon 4ème semestre.
J'ai eu de la chance d'avoir rapidement réussi à en trouver un, grâce à mes contacts issus de mon emploi étudiant. Néanmoins ceci n'a été possible que parce que j'ai dû négocier afin de pouvoir effectuer un stage de moins de 308 h avec mon université, alors que celui-ci avait initialement comme critère l'obligation de devoir faire plus afin d'être rémunéré à 3€90/h. Je me suis donc retrouvé ainsi à demander à pouvoir travailler, mais cela gratuitement alors même que la rémunération légale pour un stage de plus de 308 h est déjà ridicule. Il est vrai que ce genre de situation n'est pas nouvelle, mais elle s'est généralisée encore avec la crise sanitaire.

Je profite de cette tribune pour faire remonter une autre problématique qui touche les jeunes à la fin de leurs études. Comme nous le savons tous, obtenir un diplôme ne veut pas dire obtenir un travail automatiquement. Je connais beaucoup d'anciens camarades qui ont terminé leurs études et se sont retrouvés sans aucun revenu parce qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi avant leurs 25 ans. Alors qu'en tant qu'étudiant, un jeune peut obtenir des bourses pour gagner en autonomie vis-à-vis de sa famille, un jeune de moins de 25 ans (âge minimum qui permettant de faire une de demander le RSA) qui n'est plus étudiant ne peut vivre qu'aux dépens de ses proches lors de sa recherche d'emploi. On a ici une « génération ignorée » en plus d'être « sacrifiée ».

Cette situation est souvent difficile financièrement pour les familles et fait naître chez ces jeunes un fort sentiment d'échec, alors même que, paradoxalement, ils réussi leur formation.

Pablo, étudiant, témoin des violences policières dans sa fac

Au mois de janvier dernier, la session des examens de Paris IV devait se dérouler, comme les cours, en ligne. Mais finalement, dans un contexte complètement chaotique, l'administration a décidé de les faire en présentiel.

Une fois la nouvelle annoncée, un groupe d'étudiants a décidé de bloquer la fac pour demander de les passer en distanciel, pointant du doigt les conditions sanitaires qui étaient complètement incertaines. Face à cette situation, le Doyen a décidé de ne pas entendre la moindre de nos revendications. Pire, il a envoyé les CRS pour occuper le campus afin de réprimer toute sorte de contestation.

Devant cette situation révoltante, nous ne pouvions pas rester les bras croisés, nous avons décidé de continuer et d'amplifier les actes de contestations.

La direction a tenu ses promesses et a donné le feu vert aux CRS pour employer la force et la violence afin de réprimer le mouvement. Le Doyen s'est félicité de l'action des forces de l'ordre pour assurer le « bon déroulement » des examens. Avec le même ton, nous avons été accusés d'être responsables de la situation. Au moindre signe de protestation, ils nous ont assuré qu'ils n'hésiteraient pas à nous réprimer à nouveau.

En plus, pour empêcher toute sorte d'organisation, nous avons été interdits d'accès à la fac pour toute autre motif que les examens. Les examens se sont déroulés sous la présence des CRS qui ne se privaient pas de nous provoquer pour nous intimider et nous faire peur.

LA COLÈRE MONTE

Samia, étudiante subit les effets psychologiques des cours à distance

J'ai 20 ans, je suis en fac de lettres à Pessac (université de Bordeaux). Au début de l'année, nous étudiions selon un fonctionnement hybride (semi-présentiel, semi-distanciel pour les Travaux Dirigés) mais début octobre, nous sommes passés au format 100 % distanciel.

Je vis difficilement l'enseignement à distance, je suis quelqu'un de très anxieux par nature et le distantiel a empiré ma situation. J'ai des tocs qui se sont développés à cause de l'angoisse ce qui a nécessité une suivie psychologique. Récemment, j'ai eu mon premier cours en présentiel, ce qui m'a fait beaucoup du bien mais avec seulement 2 h par semaine c'est très compliqué à organiser notamment pour les étudiants qui n'habitent plus dans leurs résidences étudiantes.

Nous avons aucune visibilité pour la suite, je n'ai pas vraiment d'espoir pour une quelconque reprise sérieuse en présentiel, et mes profs non plus. Franchement, je ne ferai pas une troisième année de licence dans ces conditions, j'effectuerai soit une année de césure, soit une année Erasmus, mais cette situation me dégoutte vraiment des études. Je vis enfermée dans ma chambre toute la journée, je travaille jusqu'à 2 heures du matin, je ne prends pas l'air, je ne supporterai vraiment pas un troisième confinement.

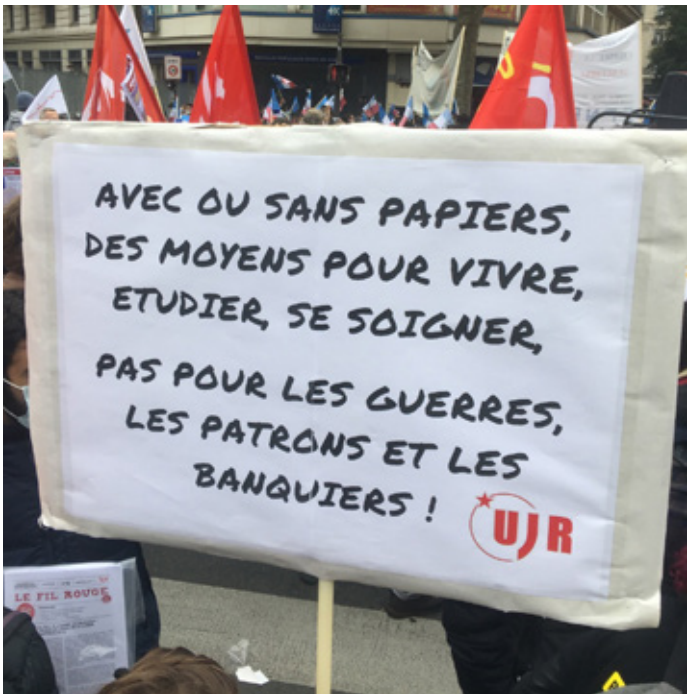
De plus, certains profs ont été réellement incompréhensifs dans cette situation, il n'y avait plus la tolérance du premier confinement, zéro neutralisation de certaines notes, et une très grande pression de leur part. La charge de travail a été doublée, je n'ai même plus le temps de faire autre chose, les épreuves sont même plus difficiles, sous le prétexte que nous sommes à la maison ils nous imposent une surcharge de travail insoutenable. Heureusement ce n'est pas le cas de tous les profs, certains sont plus compatissants et compréhensifs vis-à-vis de nos situations.

David, étudiant-travailleur sans-papiers

Je suis étudiant en 3ème année de Licence informatique à Paris. Depuis un bout de temps mes journées se résument en heures passées devant l'écran pour suivre et rattraper les cours.

L'enseignement à distance crée une situation de solitude et d'anxiété à laquelle tous mes camarades de promo sont confrontés. Concernant les examens à distance, un grand nombre d'étudiants avait un problème de connexion et ils n'ont pas pu soumettre leurs réponses. Je ne sais pas ce qu'il va se passer pour leurs notes et nous n'avons pas encore les résultats du premier semestre.

Avant la crise sanitaire je travaillais dans un resto comme serveur non-déclaré pour financer mes études, maintenant ce n'est plus possible. Beaucoup d'étudiants ont perdu leur travail. Les repas au Crous à 1 euros annoncés par Macron sont de petites portions et ne suffisent pas pour s'alimenter correctement. Je vais deux fois par semaine manger dans une cantine solidaire. Je trouve ce genre d'initiatives très bien mais ça ne règlera certainement pas la situation alarmante des étudiants.



Youri, étudiant en première année

Je suis en première année en psychologie à l'université de Clermont-Ferrand, l'année dernière j'ai vécu l'expérience de Parcoursup qui était très stressante pour moi, je suis resté pendant longtemps sur la liste d'attente avant d'être accepté dans ma formation actuelle.

Pour ma première année en fac je n'ai connu pour l'instant que les cours et les examens à distance, ce qui est une situation très difficile à gérer. Le premier semestre ne s'est pas bien passé pour moi, j'ai très peu d'interactions avec mes collègues de promo à part quelques échanges sur les réseaux sociaux. Je compte bientôt commencer un travail associatif dans l'animation, en attendant j'ai beaucoup d'incertitudes pour la suite de deuxième semestre.

••• *Suite page 4*

●●● Suite de la page 3

Jeunesse et crise sanitaire : la précarité explose et la colère monte

Simon, étudiant : la débrouille des poubelles de supermarchés

Quand je suis arrivé sur Lille j'ai rencontré un étudiant dans ma promotion qui disait aller faire des « récups » dans les poubelles de supermarchés de la ville. Ayant déjà entendu parler de cette pratique mais sans jamais faire le premier pas pour le faire moi-même je me suis dit que c'était l'occasion.

On a commencé en début d'année avant le deuxième confinement. On pouvait en faire en semaine, le soir. On partait à deux ou trois voitures, chacun équipés de nos cabas, gants, lampes frontales. Chacun dans des magasins différents après leur fermeture. S'il faut escalader une grille ou deux on l'escalade et c'est parti, on a accès aux poubelles. On remplit nos cabas assez abondamment pour satisfaire tout le monde en essayant de ne pas prendre trop de temps, au cas où quelqu'un nous aurait vu et appellerait la police. Ensuite on rentre tous, on tri toutes nos trouvailles (laitages, pain, viande, légumes, fruits, plats préparés, farine, lessive, alcools, soda) et chacun peut se servir. L'abondance est telle qu'il n'y a presque jamais de conflit entre deux personnes pour un produit. On revient presque toujours des récups avec des voitures pleines et les tables sur lesquelles on range les produits débordent.

Nous avons continué pendant le deuxième confinement mais le dimanche après-midi. Même si les magasins sont fermés il est plus facile de se justifier en disant qu'on est sorti faire des courses en journée que le soir. La situation était tout de même plus stressante, sachant qu'on pouvait se prendre 135 € d'amende sur le trajet, ce qui aurait annulé la rentabilité des récups.

Avec le couvre-feu on continue presque tous les dimanche après-midi. Ce sont souvent des moments conviviaux où quand tout est rangé on peut manger tous ensemble. C'est toujours un festin incroyable et gratuit. On passe de bons moments ensemble et on remplit nos frigos sans vider nos portefeuilles.

Lisa, travailleuse précaire de l'audiovisuel

Depuis la crise sanitaire qui touche violemment la culture, je peine à faire le nombre d'heures nécessaires pour obtenir le statut d'intermittente qui me permettrait de toucher des droits chômage quand je ne travaille pas. Je n'ai pas droit au RSA parce que j'ai travaillé plusieurs semaines en juillet. La seule aide que j'ai touché, c'est une prime d'activité de 200 €.

J'ai fait la demande pour l'aide exceptionnelle de 1 500 € pour les intermittents mais il me manquait 10 h de travail pour y prétendre...Le service en ligne est saturé et le budget global alloué à cette aide ne suffira sans doute pas, tellement il y a de demandes !

En attendant, je ne trouve que des missions non déclarées.

Depuis septembre, je participe à la Cantine des Gilets jaunes de Montreuil. Je participe à la récup alimentaire, à la com, à l'organisation des repas, à la cuisine. On sert des plats à emporter à prix libre. Avec la précarité qui s'aggrave et les aides dérisoires de l'Etat, on voit des gens qui galèrent à se nourrir.

Ces témoignages ne sont qu'un petit échantillon de la réalité que la jeunesse populaire est en train de subir. Nous, jeunes révolutionnaires, refusons que nos futurs, nos ambitions et nos vies, soient sacrifiés pour sauver les intérêts des riches et des patrons.
La dégradation des moyens dans les écoles, les universités et les hôpitaux, le recul des droits des travailleurs, ne datent pas d'hier. La crise sanitaire n'a fait que creuser ces inégalités et ces dérives.
Nos vies ne sont pas des marchandises ! Combattons ensemble cette logique inhumaine, inhérente au système capitaliste et impérialiste.

Tract publié le 26 janvier

Réouverture des universités, avec les garanties sanitaires et les moyens nécessaires

De vraies mesures pour répondre à la précarité et à la détresse psychologique des étudiants

Dès le début de cette crise sanitaire en mars dernier, les universités ont été totalement oubliées des plans chaotiques du gouvernement pour faire face à la crise. Du jour au lendemain, des millions d'étudiants ont été condamnés à suivre les cours à distance sans que soient pris en compte les moyens très limités d'un grand nombre en termes de matériel informatique. Au-delà des équipements indispensables au téléenseignement, l'aspect psychologique a été totalement négligé : comment vivre pendant des mois emprisonnés entre 4 murs dans des chambre de 9m^2 à peine, privés de vie sociale ? La hausse de l'anxiété et les récents suicides révèlent l'état de détresse de nombreux étudiants. La précarité et l'isolement des étudiants pèsent lourd sur leur santé mentale et tuent.

Le gouvernement, souvent relayé par les médias, n'a cessé de stigmatiser les jeunes soi-disant « inconscients », « irresponsables » et « immatures », mais c'est lui n'a cessé de se montrer irresponsable et incapable de gérer une crise d'une telle ampleur.

La situation des étudiants avant la crise était déjà préoccupante, notamment pour les étudiants travailleurs qui multipliaient les petits boulots pour pouvoir payer le loyer, avoir de quoi se nourrir et poursuivre leurs études. Pendant la crise, cette situation s'est dramatiquement aggravée en privant une grande partie d'entre eux de ces petits revenus de survie.

La prolifération des boulots de livreurs avec UberEats, Deliveroo et autres n'ont fait qu'empirer la situation en imposant des conditions de travail dangereuses et mal payées, malgré les profits accumulés par ces plateformes.

Les aides dérisoires annoncées par le gouvernement en mai et octobre dernier ont révélé le mépris total de la part du gouvernement vis-à-vis les étudiants et la situation explosive et très alarmante qu'ils subissent. Ils ont voulu nous laisser croire qu'il suffit de jeter des miettes de 100 ou 150 euros pour régler la question de la précarité des étudiants et la dégradation de leurs conditions matérielles et psychologique.

Les dernières déclarations du premier ministre sur l'autorisation des étudiants de 1ère année à revenir en présentiel pour suivre les TD en demi-groupes ont été suivies quelques jours plus tard par des annonces de Macron pour un retour de tous les étudiants en présentiel une fois par semaine, avec des repas à 1 € pour tous.

Cette succession de déclarations incohérentes et contradictoires, sans moyens donnés aux universités pour mettre en place les injonctions gouvernementales, montrent encore une fois une gestion complètement déconnectée de la réalité du terrain et de la complexité pédagogique et administrative. Ce ne sont certainement pas deux repas par semaine ou un jour en présentiel (en demi-groupes !) qui vont répondre à la situation.

Ce qui est exigé, ce sont les moyens indispensables pour assurer un retour en présentiel de tous les étudiants en installant les équipements nécessaires dans les amphis, les salles de cours et les restaurants universitaires. C'est l'ouverture de postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs pour donner les moyens à tous les étudiants de rattraper les cours perdus. Ce ne sont pas des miettes qui suffiront pour sortir les jeunes de la précarité mais plutôt des bourses et des allocations stables et à long terme qui permettent de suivre des études dans des conditions dignes.

Nous dénonçons avec force la violente répression qui s'est abattue sur les étudiants en lutte ! Il est inacceptable que l'état réponde par la violence policière et judiciaire à une jeunesse en détresse. Nous dénonçons aussi la LPPR, qui cherche notamment à criminaliser l'occupation des facs.

La solidarité entre les enseignants progressistes et les étudiants est plus que jamais une nécessité. L'UJR soutient avec force toute initiative et mobilisation pour exiger les droits essentiels des étudiants et des équipes pédagogiques. Nous soutenons la mobilisation du 26 janvier et les prochaines :

- pour exiger plus de moyens pour les universités,
- pour équiper les amphis et les salles de cours,
- pour que les étudiants reviennent en présentiel en tenant en compte des mesures sanitaires nécessaires,
- pour des bourses revalorisées et élargies et des allocations durables et suffisantes pour les étudiants,
- pour plus de postes et de personnel à l'université,
- contre la répression des étudiants en lutte pour leurs droits.

Gérée depuis des années comme une entreprise qui vise la rentabilité au détriment des jeunes et des enseignants, l'université - au lieu d'être un lieu d'émancipation - se montre, à travers cette crise, comme une puissante machine à broyer des centaines de milliers de jeunes.

C'est ce système et cette logique que nous combattons.

Paris, le 26 janvier 2021

Flics, hors de nos facs !
Dans les usines, les écoles, les universités et dans la rue, vous ne ferez pas taire nos colères !

AU MALI, AU BURKINA ET ICI, LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE CRIE : ARMÉE FRANÇAISE HORS DU SAHEL !

Voilà près de 10 ans que l'armée française est engagée au Mali et au Sahel. Loin de contribuer à « l'éradication du terrorisme », ce qui est son objectif officiel, la présence militaire française et étrangère provoque une instabilité qui dévaste tous les pays de la région. Elle a déjà fait de nombreuses victimes non seulement dans les rangs des groupes djihadistes et de l'armée française (récemment, 5 jeunes de l'armée française ont encore été tués dans une région censée être « sécurisée »), mais également dans les populations civiles, avec de nombreux morts et des centaines de milliers de déplacés. A titre d'exemple, le 3 janvier dernier à Bounti, dans le centre du Mali, une vingtaine de personnes qui assistaient à un mariage ont été tuées au moment d'une frappe de Barkhane[1].

Au Mali, au Burkina Faso et dans les autres pays, les peuples et la jeunesse révolutionnaire veulent s'émanciper de la domination impérialiste et prendre en main leur avenir. Ils savent que c'est incompatible avec la présence de l'armée française et exigent son départ. Alors que l'opposition à cette guerre commence également à se faire entendre plus largement dans notre pays, Macron vient de confirmer qu'il n'en est pas question pour le moment. A l'occasion du récent sommet du G5-Sahel, il a déclaré qu'il ne réduira pas le nombre de soldats français dans la région. Au contraire, il souhaite renforcer les opérations militaires pour « *décapiter* » les organisation djihadistes. Ces déclarations provoquent la colère de la jeunesse révolutionnaire, des organisations anti-impérialistes et des populations de la région du Sahel qui combattent la présence impérialiste dans leurs pays.

Leur colère est aussi la nôtre. La crise sanitaire met en évidence le manque de moyens des hôpitaux. La crise économique menace de licenciement des milliers de travailleurs. La précarité dans la jeunesse se développe à pleine vitesse. Des milliers d'étudiants sont dans une détresse matérielle et psychologique sans précédent... Et c'est dans cette situation que des milliards sont engloutis dans des opérations militaires dont l'objectif véritable est de défendre les intérêts de l'impérialisme[2] français dans cette région de l'Afrique, en s'appuyant sur des régimes réactionnaires contestés. Tandis que cette logique de « *quoi qu'il en coûte* » va se traduire par encore plus d'austérité et de casse de services publics, des campagnes de recrutement dans l'armée ciblent les jeunes précaires. C'est la seule alternative que le système capitaliste en crise est capable d'offrir à la jeunesse populaire : la précarité, la misère ou aller faire la guerre et se faire tuer dans de salles guerres impérialistes !

Nous sommes solidaires des peuples et des organisations révolutionnaires qui combattent l'impérialisme français. Nous refusons que les ressources et la richesse de ces pays soient exploitées par des monopoles qui s'enrichissent au détriment des populations, des paysans et de la jeunesse.

Nous disons : de l'argent pour les hôpitaux, pour les universités et les écoles, pour des aides sûres et à long terme aux jeunes précaires, pas pour alimenter des guerres impérialistes en Afrique ou ailleurs !

Depuis qu'elle existe, l'UJR revendique le retrait des troupes françaises d'Afrique. Aujourd'hui nous sommes aux côtés de tous ceux qui scandent : ***armée française, hors du Mali, hors du Burkina, hors du Sahel !***

Vive la solidarité internationale des peuples !

A bas l'impérialisme français !

Notes :

(1) L'opération Barkhane est une opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'Armée française, avec une aide secondaire d'armées alliées, qui vise à lutter contre « *les groupes armés salafistes djihadistes* » dans toute la région du Sahel. Lancée le 1er août 2014, elle prolonge la présence française dans la région en remplaçant les opérations Serval (01.2013 - 08.2014) et Épervier (02.1986 - 08.2014).

Mégaphone - l'écho des luttes ! Le nouveau podcast de l'UJR!

Dans ce premier épisode, on écoute les voix de jeunes manifestants contre la loi sécurité globale : de jeunes travailleurs, des street medics, des lycéens, un étudiant photographe et une éduc de rue.

En leur donnant la parole, nous voulons faire entendre des voix déterminées et combatives au-delà des manifs !

Retrouvez *Mégaphone - l'écho des luttes !* sur Anchor, Spotify et sur le facebook de l'UJR